



Strasbourg, le 14 juin 2016

CAHDPH (2016)3

Comité ad hoc sur les droits des Personnes handicapées (CAHDPH)

Avis du CAHDPH

Recommandation 2091 (2016) de l'Assemblée Parlementaire sur
"Plaidoyer contre un instrument juridique du Conseil de l'Europe sur les mesures
involontaires en psychiatrie"

1. Le CAHDPH a pris note de la recommandation de l'Assemblée parlementaire 2091 (2016) « Plaidoyer contre un instrument juridique du Conseil de l'Europe sur les mesures involontaires en psychiatrie ».
2. Le CAHDPH reconnaît les préoccupations qui ont poussé le Comité de Bioéthique du Conseil de l'Europe (DH-BIO) à travailler sur cette question. Les procédures de placement d'office et de traitement non volontaire peuvent donner lieu à des violations des droits de l'homme.
3. Le CAHDPH rappelle les consultations publiques sur le projet de protocole additionnel rédigé par le DH-BIO et réaffirme sa position concernant ce document. Selon cette position, il convient de tenir compte des instruments juridiques internationaux en vigueur, notamment de la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées (CDPH), des lignes directrices et de leur interprétation par le Comité de l'ONU relatif aux droits des personnes handicapées, de la Convention européenne des droits de l'homme et de la jurisprudence pertinente de la Cour européenne des droits de l'homme, lors de l'élaboration de ce projet de protocole additionnel. Ces instruments devraient être considérés comme point de départ pour tous travaux du Conseil de l'Europe dans ce domaine, notamment en ce qui concerne les mesures restrictives.
4. Le CAHDPH souligne que ces textes reflètent un « changement de paradigme » pour les droits des personnes handicapées : ils remplacent les approches médicales et caritatives du handicap par une approche fermement ancrée dans les droits de l'homme et la dignité. Ceux-ci sont explicitement énoncés dans la Convention des Nations Unies, y compris l'égalité et la non-discrimination, ainsi que la participation des personnes handicapées à toutes les décisions affectant leur vie, que ce soit au niveau individuel ou à travers leurs organisations.
5. Le CAHDPH constate que le terme « involontaire » devrait être clarifié dans le projet de protocole additionnel élaboré par le DH-BIO. En effet, certaines personnes handicapées pourraient faire l'objet d'un placement et/ou traitement disproportionné ou inadapté, sans en comprendre les conséquences éventuelles.
6. Le CAHDPH rappelle la recommandation de l'Assemblée parlementaire au DH-BIO de « concentrer son travail sur la promotion d'alternatives aux mesures involontaires en psychiatrie, notamment en concevant des mesures visant à accroître la participation des personnes ayant un handicap psychosocial aux décisions qui concernent leur santé ».
7. Le CAHDPH convient qu'il est nécessaire de promouvoir des alternatives aux mesures involontaires afin de protéger et de promouvoir les droits en faveur des personnes handicapées et d'améliorer ainsi la mise en œuvre de la CDPH. Toute nouvelle activité dans ce domaine devrait avoir pour but de proposer des lignes directrices pour améliorer les garanties concernant les pratiques de placement non volontaires.
8. Le CAHDPH souligne que les droits de l'homme pour toutes les personnes handicapées inscrits dans la Convention des Nations Unies doivent être le point de départ et pleinement pris en compte dans les travaux du Comité de Bioéthique (DH-BIO). En

outre, tout nouvel instrument juridique du Conseil de l'Europe concernant les pratiques de placement et de traitement non volontaires doit être en conformité avec la Convention des Nations Unies. Loin d'être exhaustives, les questions telles que l'utilisation des termes qui sont spécifiques à la Convention des Nations Unies et garantissant les droits énoncés (par exemple, les personnes handicapées ont le droit à la reconnaissance en tous lieux en tant que personnes devant la loi ; les personnes handicapées jouissent de la même capacité juridique que les autres dans tous les aspects de la vie, etc.) sont essentielles pour tout nouvel instrument juridique du Conseil de l'Europe dans ce domaine.

9. Pour finir, le CAHDPH se réjouit de pouvoir poursuivre la coopération avec l'Assemblée parlementaire, le Commissaire aux droits de l'homme et le DH-BIO sur ce sujet.

Annexe

Recommandation 2091 (2016) de l'Assemblée Parlementaire

Plaidoyer contre un instrument juridique du Conseil de l'Europe sur les mesures involontaires en psychiatrie

Auteur(s) : Assemblée parlementaire

Origine - *Discussion par l'Assemblée* le 22 avril 2016 (18e séance) (voir Doc. 14007, rapport de la commission des questions sociales, de la santé et du développement durable, rapporteure: Mme Guguli Magradze). *Texte adopté par l'Assemblée* le 22 avril 2016 (18e séance).

1. Les procédures de placement et de traitement involontaires donnent lieu à un nombre important de violations des droits humains dans de nombreux Etats membres, en particulier dans le contexte de la psychiatrie. Les dispositions pertinentes de la Convention européenne des droits de l'homme (STE no 5) et de la Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine (STE no 164, «Convention d'Oviedo»), ainsi que la Recommandation Rec(2004)10 du Comité des Ministres relative à la protection des droits de l'homme et de la dignité des personnes atteintes de troubles mentaux, autorisent mais en le réglementant rigoureusement, le recours à des mesures involontaires en psychiatrie afin de protéger les personnes ayant des problèmes de santé mentale (qu'il serait plus approprié d'appeler «personnes ayant un handicap psychosocial») contre toute violation des droits humains.
2. Depuis 2013, le Comité de bioéthique (DH-BIO) du Conseil de l'Europe travaille à l'élaboration d'un protocole additionnel à la Convention d'Oviedo, visant à protéger les droits humains et libertés fondamentales des personnes atteintes de troubles mentaux à l'égard du traitement et du placement involontaires.
3. Tout en comprenant les préoccupations qui ont incité le Comité de bioéthique à travailler sur cette question, l'Assemblée parlementaire a des doutes sérieux quant à la valeur ajoutée d'un nouvel instrument juridique dans ce domaine. Néanmoins, la principale préoccupation de l'Assemblée concernant le futur protocole additionnel porte sur une question encore plus essentielle: à savoir sa compatibilité avec la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées (CDPH).
4. Durant la consultation publique sur un projet de protocole additionnel conduite en 2015, un certain nombre d'organes éminents de protection des droits humains, dont le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe et le comité chargé du suivi de la mise en œuvre de la CDPH («Comité CDPH»), ont fait part de leurs préoccupations fondamentales sur le projet de protocole additionnel, en soulignant l'incompatibilité de son approche avec celle de la CDPH, et ont demandé que soit retirée la proposition visant à élaborer un protocole.
5. L'Assemblée rappelle que, depuis son entrée en vigueur en 2008, la CDPH fait figure de point de repère international dans le domaine du handicap, à la lumière duquel les mesures prises à l'échelon international et national sont évaluées. Par conséquent, la CDPH devrait être le point de départ de toute action du Conseil de l'Europe dans ce domaine.
6. La CDPH ne mentionne pas explicitement le placement ou le traitement involontaire des personnes handicapées, y compris des personnes ayant un handicap psychosocial. Toutefois, l'article 14 sur le droit à la liberté et la sûreté précise clairement que la privation de liberté fondée sur l'existence d'un handicap serait contraire à la CDPH.
7. Le Comité CDPH interprète l'article 14 comme interdisant la privation de liberté sur la base d'un handicap, même si d'autres critères, tels que la dangerosité pour soi ou pour autrui, sont également utilisés pour la justifier. Le comité estime que les lois sur la santé mentale prévoyant de tels cas sont incompatibles avec l'article 14, sont de nature discriminatoire et équivalent à une privation arbitraire de liberté, étant donné que d'autres personnes qui risqueraient d'être dangereuses pour elles-mêmes ou pour autrui ne sont pas soumises aux mêmes limitations de leurs droits. Il considère aussi que le traitement forcé par des psychiatres et autres médecins et professionnels de la santé constitue une violation du droit à la reconnaissance de la personnalité juridique dans des conditions d'égalité ainsi qu'une atteinte, entre autres, au droit à l'intégrité de la personne.

8. Au vu de ce qui précède, l'Assemblée conclut que tout instrument juridique qui maintient un lien entre les mesures involontaires et le handicap serait discriminatoire et donc contraire à la CDPH. Elle note que le projet de protocole additionnel maintient un tel lien, puisque le fait d'être atteint d'un «trouble mental» constitue la base du traitement et du placement involontaires, parmi d'autres critères.
9. L'Assemblée note que les Etats membres ont du mal à concilier les principes de non-discrimination de la CDPH avec les dispositions traditionnelles en matière de soins de santé mentale et de droits humains. Elle relève aussi que certains Etats membres sont réticents à accepter l'interprétation précitée du Comité CDPH. Toutefois, elle estime que la position du Conseil de l'Europe devrait être indépendante de celle de certains de ses Etats membres. Le fait d'ignorer l'interprétation de la CDPH par son organe de suivi établi en vertu du droit international non seulement saperait la crédibilité du Conseil de l'Europe en tant qu'organisation régionale des droits humains, mais risquerait aussi de créer un conflit explicite entre les normes internationales aux niveaux mondial et européen.
10. L'Assemblée note aussi que lors de leur 1168e réunion, les Délégués des Ministres ont chargé les comités directeurs et ad hoc d'évaluer la nécessité ou l'opportunité d'élaborer des protocoles additionnels aux conventions placées sous leur responsabilité. Elle estime qu'un protocole additionnel élaboré dans ces circonstances ne saurait satisfaire le critère d'«opportunité» requis par le Comité des Ministres.
11. En conséquence, l'Assemblée recommande que le Comité des Ministres charge le Comité de bioéthique:
 - 11.1. de retirer la proposition visant à élaborer un protocole additionnel relatif à la protection des droits humains et la dignité des personnes atteintes de troubles mentaux à l'égard du placement et du traitement involontaires;
 - 11.2. de concentrer plutôt son travail sur la promotion d'alternatives aux mesures involontaires en psychiatrie, y compris en élaborant des mesures visant à accroître la participation des personnes ayant un handicap psychosocial aux décisions qui concernent leur santé.
12. S'il est néanmoins décidé de poursuivre l'élaboration du protocole additionnel, l'Assemblée recommande au Comité des Ministres d'encourager le Comité de bioéthique à assurer une participation directe des organisations de défense des droits des personnes handicapées au processus de rédaction, tel que requis par la CDPH et la Résolution 2039 (2015) de l'Assemblée «Egalité et insertion des personnes handicapées».